

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204504]

24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 641/2014 de la Commission du 16 juin 2014 fixant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D. 31, D.61, D.241, D.242, D.243 et D. 249;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 avril 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue les 23 avril 2015 et 18 juin 2015;

Vu le rapport du 23 avril 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.821/2/V du Conseil d'Etat, donné le 7 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2° hectare admissible : un hectare admissible au sens de l'article 32, § 2, du règlement n° 1307/2013, tel qu'exécuté par les articles 37 à 42 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015;

3° règlement n° 1305/2013 : le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

4° règlement n° 1306/2013 : le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

5° règlement n° 640/2014 : le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Conformément à l'article 31, § 2, du règlement n° 1305/2013, une aide est octroyée à l'agriculteur qui exploite au minimum deux hectares admissibles de son exploitation situés dans des zones soumises à des contraintes naturelles.

Cette aide consiste en une indemnité compensatoire annuelle soumise aux conditions reprises à l'article 4.

CHAPITRE II. — Détermination des zones soumises à des contraintes naturelles

Conformément à l'article 31, § 5, du règlement n° 1305/2013, le Ministre détermine les zones soumises à des contraintes naturelles en conformité avec le Programme wallon de développement rural.

CHAPITRE III. — Conditions d'admissibilité

Pour bénéficier de l'indemnité compensatoire, outre les conditions visées à l'article 2, l'agriculteur :

1° est identifié au Système intégré de Gestion et de Contrôle;

2° exerce son activité à titre principal;

3° est un agriculteur actif au sens de l'article 9 du règlement n° 1307/2013, tel qu'exécuté aux articles 10 et 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015;

4° gère une exploitation dont la surface agricole déclarée dans le formulaire de demande unique et située dans les zones soumises à des contraintes naturelles s'élève au minimum à 40 pour-cent de la surface agricole totale déclarée dans le formulaire de demande unique située sur le territoire national.

Pour prouver que la condition énoncée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est remplie, l'agriculteur démontre son affiliation à une caisse d'assurances sociales conformément à l'article 5, § 3.

Si la preuve d'affiliation s'avère insuffisante pour démontrer la condition énoncée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, l'organisme payeur peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur.

CHAPITRE IV. — *Procédure de demande d'aide et répartition de l'indemnité compensatoire*

§ 1^{er}. La demande d'aide est introduite annuellement via la demande unique visée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, et conformément à l'article 3 du même arrêté.

§ 2. La demande d'aide visée au paragraphe 1^{er} est accompagnée de tous les documents nécessaires.

Lorsque la demande d'aide introduite est incomplète, l'organisme payeur indique à l'agriculteur les documents incomplets ou manquants.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} parviennent à l'organisme payeur dans le délai prévu à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

§ 3. L'attestation d'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants indique que l'agriculteur est :

1^o indépendant à titre principal, en qualité d'agriculteur, horticulteur ou d'éleveur;

2^o en règle de cotisation ou qu'il a obtenu un report de paiement de ses cotisations.

Cette attestation concerne l'année précédant celle de la demande considérée.

§ 4. Dans le cas d'un groupement d'agriculteurs, une des personnes physiques membres du groupement, qui ouvre le droit à l'indemnité au groupement, joint à la demande l'attestation d'affiliation mentionnée au paragraphe 3. Si le demandeur est une personne morale, un des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui a la responsabilité de la gestion de l'exploitation considérée joint à la demande l'attestation d'affiliation mentionnée au paragraphe 3.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 2, si cette attestation n'avait pas été délivrée à l'agriculteur dans le délai prévu à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, il peut la faire parvenir à l'organisme payeur jusqu'au 31 décembre de l'année de la demande.

Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 2, si l'agriculteur transmet à l'organisme payeur un document prouvant qu'il bénéficie d'un report, d'un étalement de paiement de sa cotisation avant le 31 décembre de l'année de la demande, il peut faire parvenir l'attestation à l'organisme payeur jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de la demande.

Conformément à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement n° 640/2014, dans les cas visés aux alinéas 1^{er} et 2, une réduction est appliquée au montant payable au titre de l'aide en cas de retard dans la transmission des documents par rapport aux délais fixés à ces alinéas.

Le montant de l'aide, visée à l'article 2, octroyé en tenant compte du nombre d'hectares admissibles situés en zone soumise à des contraintes naturelles qu'exploite l'agriculteur est, par hectare admissible :

1^o de quarante-deux euros pour les vingt premiers hectares;

2^o au-delà, de vingt-cinq euros.

Le montant de l'aide déterminé à l'alinéa 1^{er} est limité aux 75 premiers hectares admissibles.

CHAPITRE V. — *Clause de contournement et dispositions pénales*

Conformément à l'article 60 du règlement n° 1306/2013, aucun paiement en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles n'est accordé en faveur des agriculteurs et des personnes physiques ou morales, qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces paiements, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoire et finale*

Les articles 68 à 75 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole sont abrogés.

Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2017.

Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 24 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204504]

24. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 641/2014 der Kommission vom 16. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243 und D. 249;

Aufgrund des am 15. April 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. April 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 23. April 2015 und 18. Juni 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 23. April 2015;

Aufgrund des am 7. September 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.821/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

2° beihilfefähiger Hektar: eine beihilfefähige Hektarfläche im Sinne von Artikel 32 § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013, so wie ausgeführt durch die Artikel 37 bis 42 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015;

3° Verordnung Nr. 1305/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1695/2005 des Rates;

4° Verordnung Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

5° Verordnung Nr. 640/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

Gemäß Artikel 31 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013 wird eine Beihilfe dem Landwirt gewährt, der mindestens zwei beihilfefähige Hektare seines Betriebs bewirtschaftet, die sich in Gebieten mit naturbedingten Benachteiligungen befinden.

Bei dieser Beihilfe handelt es sich um eine jährliche Ausgleichszulage, die den Bedingungen nach Artikel 4 unterliegt.

KAPITEL II — *Bestimmung der Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen*

Gemäß Artikel 31 § 5 der Verordnung Nr. 1305/2013 bestimmt der Minister die Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung.

KAPITEL III — *Bedingungen für die Beihilfefähigkeit*

Um die Ausgleichszulage in Anspruch nehmen zu können, muss der Landwirt neben den in Artikel 2 genannten Bedingungen:

1° im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem identifiziert sein;

2° seine Tätigkeit hauptberuflich ausüben;

3° ein aktiver Landwirt sein im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013 und der Artikel 10 bis 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015;

4° einen Betrieb führen, dessen im Sammelantragsformular angegebene, in Gebieten mit naturbedingten Benachteiligungen befindliche Agrarfläche mindestens 40 Prozent der gesamten im Sammelantragsformular angegebenen und auf dem nationalen Gebiet befindlichen Agrarfläche darstellt.

Um nachzuweisen, dass die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung erfüllt ist, belegt der Landwirt seine Mitgliedschaft bei einer Sozialversicherungskasse gemäß Artikel 5 § 3.

Wenn der Beweis der Mitgliedschaft sich als unzureichend erweist, um die Erfüllung der in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Bedingung zu belegen, so kann die Zahlstelle von dem Antragsteller die Vorlage von ergänzenden Dokumenten oder Informationen verlangen.

KAPITEL IV — *Verfahren zur Einreichung der Beihilfe und Verteilung der jährlichen Ausgleichszulage*

§ 1. Der Beihilfeantrag wird anhand des Sammelantrags nach Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 und in Übereinstimmung mit Artikel 3 desselben Erlasses jährlich eingereicht.

§ 2. Dem Beihilfeantrag nach Paragraph 1 werden alle erforderlichen Dokumente beigelegt.

Wenn der eingereichte Beihilfeantrag unvollständig ist, teilt die Zahlstelle dem Landwirt mit, welche Unterlagen unvollständig sind oder fehlen.

Die Zahlstelle erhält die in Absatz 1 genannten Dokumente binnen der in Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 genannten Frist.

§ 3. Die Bescheinigung der Mitgliedschaft bei der Sozialversicherungskasse für selbstständige Arbeiter gibt an, dass der Landwirt:

1° hauptberuflicher Selbständiger in der Eigenschaft eines Landwirts, eines Gärtners oder Züchters ist;

2° seine Sozialabgaben ordnungsgemäß entrichtet hat oder dass ihm eine Verlängerung der Frist für die Zahlung seiner Abgaben gewährt worden ist.

Diese Bescheinigung betrifft das Jahr vor demjenigen des betreffenden Antrags.

§ 4. Im Falle einer Vereinigung von Landwirten fügt eine der natürlichen Personen, die Mitglied der den Anspruch auf die Zulage eröffnenden Vereinigung ist, dem Antrag die in § 3 genannte Bescheinigung der Mitgliedschaft bei. Wenn der Erzeuger eine juristische Person ist, fügt einer der geschäftsführenden Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter, der für die Verwaltung des Betriebs verantwortlich ist, dem Antrag die in § 3 genannte Bescheinigung der Mitgliedschaft bei.

§ 5. Falls diese Bescheinigung dem Landwirt nicht binnen der in Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar vorgesehenen Frist ausgestellt worden war, kann er sie in Abweichung von § 2 Absatz 2 bis zum 31. Dezember des Jahres des Antrags der Zahlstelle übermitteln.

Wenn der Landwirt der Zahlstelle ein Dokument übermittelt, das belegt, dass ihm vor dem 31. Dezember des Jahres des Antrags eine Fristverlängerung oder eine Staffelung für die Zahlung seiner Abgaben gewährt worden ist, kann er in Abweichung von § 2 Absatz 2 diese Bescheinigung bis zum 31. Dezember des Jahres nach demjenigen des Antrags der Zahlstelle übermitteln.

In den in Absatz 1 und 2 genannten Fällen wird im Falle einer Fristüberschreitung bei der Übermittlung der Dokumente im Verhältnis mit den in diesen Absätzen bestimmten Fristen in Übereinstimmung mit Artikel 13 § 1 Absatz 2 der Verordnung Nr. 640/2014 auf den betreffenden Beihilfebetrug eine Kürzung angewandt.

Der Betrag der in Artikel 2 genannten Beihilfe wird unter Berücksichtigung der Anzahl der vom Landwirt bewirtschafteten beihilfefähigen Hektare, die sich in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen befinden, gewährt, und beläuft sich auf:

1° zweiundvierzig Euro für die ersten zwanzig Hektar;

2° fünfundzwanzig Euro darüber hinaus.

Der nach Absatz 1 festgelegte Betrag der Beihilfe wird auf die ersten 75 beihilfefähigen Hektare beschränkt.

KAPITEL V — *Umgehungsklausel und Strafbestimmungen*

In Übereinstimmung mit Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird den Landwirten und natürlichen oder juristischen Personen keine Zahlung zugunsten von Gebieten mit naturbedingten Benachteiligungen gewährt, wenn festgestellt wird, dass sie die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Die Artikel 68 bis 75 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor werden aufgehoben.

Vorliegender Erlass verliert seine Wirkung am 31. Dezember 2017.

Der Minister für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204504]

24 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van tegemoetkomingen aan gebieden met natuurlijke beperkingen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 641/2014 van de Commissie van 16 juni 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D.4, D. 31, D.61, D.241, D.242, D.243 en D. 249;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 april 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 april 2015;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 23 april 2015 en 18 juni 2015;

Gelet op het rapport van 23 april 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 57.821/2/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 : besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° subsidiabele hectare : een subsidiabele hectare in de zin van artikel 32, § 2, van verordening nr. 1307/2013, zoals uitgevoerd bij de artikelen 37 tot 42 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015;

3° Verordening nr. 1305/2013 : Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

4° Verordening nr. 1306/2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

5° Verordening nr. 640/2014 : gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden.

Overeenkomstig artikel 31, § 2, van Verordening nr. 1305/2013 wordt er een tegemoetkoming verleend aan de landbouwer die minstens twee subsidiabele hectaren van zijn bedrijf uitbaat, gelegen in gebieden met natuurlijke beperkingen.

Die tegemoetkoming bestaat uit een jaarlijkse compenserende vergoeding tegen de voorwaarden van artikel 4.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling van de gebieden met natuurlijke beperkingen*

Overeenkomstig artikel 31, § 5, van Verordening nr. 1305/2013 bepaalt de Minister de gebieden met natuurlijke beperkingen in overeenstemming met het Waalse programma voor plattelandsontwikkeling.

HOOFDSTUK III. — *Toelatingsvoorwaarden*

Om in aanmerking te komen voor de compenserende vergoeding moet de landbouwer naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2 :

1° opgenomen zijn in het Geïntegreerd Beheers- en Controlesysteem;

2° zijn activiteit als hoofdberoep uitoefenen;

3° actief landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van Verordening nr. 1307/2013, zoals uitgevoerd in de artikelen 10 tot 11 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015;

4° een bedrijf beheren waarvan het landbouwareaal, aangegeven in het formulier voor de verzamelaanvraag en gelegen in gebieden met natuurlijke beperkingen, minstens 40 p.c. bedragen van het totale, op het nationale grondgebied gelegen, landbouwareaal, aangegeven in het formulier voor de verzamelaanvraag.

Om te bewijzen dat de voorwaarde verwoord in lid 1, 2°, vervuld is, toont de landbouwer aan dat hij overeenkomstig artikel 5, § 3, aangesloten is bij een sociale verzekeringskas.

Als het bewijs van aansluiting onvoldoende blijkt om aan te tonen dat de voorwaarde, verwoord in lid 1, 2°, vervuld is, kan het betaalorgaan bijkomende stukken of gegevens van de aanvrager vragen.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor de tegemoetkomingsaanvraag en verdeling van de compenserende vergoeding*

§ 1. De tegemoetkomingsaanvraag wordt jaarlijks ingediend via de verzamelaanvraag bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 en overeenkomstig artikel 3 van hetzelfde besluit.

§ 2. De tegemoetkomingsaanvraag, bedoeld in paragraaf 1, wordt samen met alle nodige stukken ingediend.

Indien de ingediende aanvraag onvolledig is, deelt het betaalorgaan aan de landbouwer mee welk stuk (welke stukken) onvolledig is (zijn) of ontbreekt (ontbreken).

De stukken bedoeld in lid 1 moeten bij het betaalorgaan toekomen binnen de termijn bedoeld in artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

§ 3. Uit het certificaat van aansluiting bij een kas voor sociale verzekeringen voor zelfstandige beroepen blijkt dat de landbouwer :

1° zelfstandige in hoofdberoep is in de hoedanigheid van landbouwer, tuinbouwer of fokker;

2° in orde is met zijn bijdragen of uitstel van betaling van zijn bijdragen verkregen heeft.

Dat certificaat heeft betrekking op het jaar voorafgaand aan het jaar van de betrokken aanvraag.

§ 4. In het geval van een groepering van landbouwers voegt één van de natuurlijke personen die lid is van de groepering en voor de groepering het recht opent op de vergoeding het bewijs van aansluiting bedoeld in paragraaf 3 bij de aanvraag. Als de aanvrager een rechtspersoon is, voegt één van de afgevaardigd-bestuurders, beheerders of beheerders-vennoten die verantwoordelijk is voor het beheer van betrokken bedrijf, het aansluitingsbewijs bedoeld in paragraaf 3 bij de aanvraag.

§ 5. In afwijking van paragraaf 2, lid 2, kan hij, indien dat bewijs niet aan de landbouwer was uitgereikt binnen de termijn bedoeld in artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, dat bewijs tot en met 31 december van het jaar van de aanvraag bij het betaalorgaan indienen.

§ 5. In afwijking van paragraaf 2, lid 2, kan de landbouwer, indien hij het betaalorgaan een document voorlegt waaruit blijkt dat hij uitstel van betaling of het spreiden van de betaling van zijn bijdrage heeft gekregen voor 31 december van het jaar van de aanvraag, dat bewijs tot en met 31 december van het jaar volgend op het jaar van de aanvraag bij het betaalorgaan indienen.

Overeenkomstig artikel 13, § 1, lid 2, van Verordening nr. 640/2014 wordt, in de gevallen bedoeld in de leden 1 en 2, een korting toegepast op het als tegemoetkoming uit te betalen bedrag in geval van overschrijding van de in die leden vastgestelde termijnen bij het overmaken van de stukken.

Het bedrag van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 2, dat toegekend wordt rekening houdend met het aantal subsidiabele hectaren gelegen in gebieden met natuurlijke beperkingen die de landbouwer uitbaat, bedraagt per subsidiabele hectare :

1° tweeënveertig euro voor de twintig eerste hectaren;

2° daarna, vijftientig euro.

Het bedrag van de tegemoetkoming bedoeld in lid 1 is beperkt tot de eerste 75 subsidiabele hectaren.

HOOFDSTUK V. — *Omzeilingsclausule en strafrechtelijke bepalingen*

Overeenkomstig artikel 60 van Verordening nr. 1306/2013 wordt geen enkele betaling voor gebieden met natuurlijke beperkingen toegekend aan landbouwers en natuurlijke personen of rechtspersonen van wie is komen vast te staan dat zij kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor dergelijke betalingen in aanmerking te komen en dus een voordeel zouden genieten dat niet in overeenstemming is met de doelstellingen van dit besluit.

De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Waals Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

De artikelen 68 tot 75 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector worden opgeheven.

Dit besluit houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2017.

De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme
en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204505]

24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté ministériel désignant les zones soumises à contraintes naturelles en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 641/2014 de la Commission du 16 juin 2014 fixant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D. 31, D.61, D.241, D.242, D.243 et D. 249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles;